

# Marc Lazar : « En Italie, une véritable attaque contre les institutions »

Par Nelly Didelot — 28 mai 2018 à 18 : 07

**Le directeur du Centre d'histoire de Sciences-Po et président de la School of Government de la Luiss (Rome) décrypte la crise politique italienne.**

*Le président italien a refusé dimanche la candidature au poste de ministre des Finances de l'euroseptique Paolo Savona, provoquant l'ire de la Ligue et du Mouvement Cinq Etoiles. Giuseppe Conte, désigné par cette coalition pour former le gouvernement, a officiellement renoncé. Le pays replonge dans la crise politique. Marc Lazar, professeur des universités et spécialiste de l'Italie, analyse cette décision et revient sur les transformations politiques en cours dans le pays.*

**Faut-il voir dans la décision du président de la République, Sergio Mattarella, une dimension politique ou bien la simple application de ses prérogatives constitutionnelles ?**

La réponse est très claire. Le président de la République applique la Constitution. L'article 92 de la Constitution indique clairement que c'est le président de la République qui nomme le président du Conseil et les ministres sur proposition du président du Conseil. Par le passé, d'autres présidents de la République avaient refusé des ministres, ça n'avait pas plu aux présidents du Conseil mais ils avaient appliqué la décision. C'est en partie aussi une décision politique, puisque le président Mattarella a expliqué hier soir que le gouvernement qui était en train de se constituer menaçait selon lui les intérêts du peuple italien, dont il est le garant aux termes de la Constitution. Mais le Mouvement 5 étoiles (M5S) et la Ligue rejettent cette argumentation.

**Leurs protestations évoquant un déni de démocratie sont-elles illégitimes ?**

C'est une véritable attaque contre les institutions, assez inédite dans l'histoire de la République italienne. Le M5S voudrait engager ce qu'il appelle une procédure *d'impeachment*, qui au sens littéral du mot n'existe pas dans la Constitution

italienne, pour démettre le président de la République. La Constitution permet de destituer le président de la République mais uniquement quand il est soupçonné d'un acte de trahison ou d'avoir entravé la bonne marche de la Constitution, ce qui n'est pas le cas ici. Mais sur cette initiative le M5S est isolé. Seul le mouvement fasciste Fratelli d'Italia (Frères d'Italie) le soutient. La Ligue n'a pas exclu de faire des manifestations de rue, c'est-à-dire de marcher sur Rome. Dans l'imaginaire italien, ça renvoie à octobre 1922, quand les fascistes avaient marché sur la capitale, ce qui avait abouti à la désignation de Benito Mussolini comme président du Conseil. C'est un geste très fort en termes de mobilisation politique.

### **La stabilité de l'Etat italien est-elle menacée?**

Le pays est en proie à une très forte tension, à la fois politique et sociétale. Sur les réseaux sociaux s'affrontent ceux qui déversent des tombereaux d'injures sur le président de la République, et ceux qui défendent la Constitution et le président. On est dans un processus de forte radicalisation. C'est un moment de grande tension politique qui n'intéresse pas seulement la classe politique mais aussi une grande partie de la société italienne.

### **Les nouvelles élections annoncées sont-elles une solution?**

Le problème c'est qu'il n'y a pas d'autre choix. Le président de la République essaie de trouver un gouvernement, il a proposé un mandat à un ancien du FMI reconnu pour son expertise [Carlo Cottarelli]. Vraisemblablement il n'aura pas la confiance de la Chambre des députés et du Sénat, donc ce sera ce qu'on appelle un gouvernement de minorité, chargé d'expédier les affaires courantes et d'organiser les élections. Les nouvelles élections risquent d'aboutir sur une situation inextricable comme celle qu'on connaît, mais ça reste difficile à savoir. En attendant, on ne sait pas comment les partis vont s'organiser. Pour les élections du mois de mars, le M5S avait fait campagne seul pendant que le Parti démocrate concourrait lui aussi de son côté, et toute la droite s'était regroupée dans une coalition qui comptait Forza Italia, la Ligue, Fratelli d'Italia et un petit regroupement centriste. Est-ce que la Ligue va se maintenir dans cette alliance de droite, alors que beaucoup de divergences sont apparues entre elle et Berlusconi, ou est-ce qu'on pourrait se diriger vers une alliance électorale M5S-Ligue? Cela me paraît impossible... Mais tout reste ouvert pour le moment.

### **La décision du président de la République risque-t-elle de renforcer les populistes?**

Il faut rester prudent. Tous les sondages montrent qu'en cas de nouvelles élections le M5S perdrait un point ou deux, alors que la Ligue serait propulsée de 17% à 25% des intentions de vote. Un autre sondage extrêmement intéressant a été publié ce matin. Il montre que paradoxalement, la confiance envers l'UE remonte, comme s'il y avait une peur des Italiens d'un éventuel Italexit. Au mois de mars, seuls 30% d'Italiens avaient confiance en l'UE, là c'est remonté à 41%. Pour le moment on ne peut pas faire de pronostic. Le risque c'est que la campagne qui s'annonce soit centrée sur deux sujets: pour ou contre le président de la République, et pour ou contre l'UE. Et ça, c'est très risqué, ça peut diviser et faire basculer les résultats dans un sens ou dans l'autre. C'est aussi extraordinairement risqué pour l'Europe.

### **Le Parti démocrate peut-il sortir de l'ornière ou est-il enterré par le M5S?**

La situation du PD, le parti de centre gauche, est très mauvaise. Le parti se divise sur le bilan de la législature passée, sur les raisons de sa défaite électorale en mars, sur la stratégie à adopter désormais et sur son leadership, puisque Matteo Renzi cherche à rester en place et à être *de facto* le chef alors qu'il a perdu sa popularité.

### **Ce que vous appelez la «peuplecratie» se retrouve-t-elle ailleurs en Europe?**

On assiste en Europe à une transformation de nos démocraties. En Italie, le M5S et la Ligue insistent énormément dans leur programme sur les pratiques de démocratie directe. Aujourd'hui ça se manifeste par la contestation des règles de l'Etat de droit, c'est-à-dire du respect de la Constitution, en s'appuyant sur la souveraineté populaire. C'est l'affirmation totale du peuple souverain. La «peuplecratie» n'a pas encore gagné en Italie, c'est une potentialité, un processus en cours. Mais le pays n'est pas une anomalie à mes yeux; au contraire, comme souvent, il sert de laboratoire en Europe. On pourrait retrouver des processus comparables, pas identiques mais comparables, dans beaucoup de pays européens. Il suffit d'ailleurs de voir les réactions du Front national à la situation actuelle [*le parti parle de «coup d'Etat» et de «fascisme financier» de Bruxelles*] pour s'en rendre compte.

### **Comment l'Europe peut répondre à la montée des populismes eurosceptiques ?**

Il y a une chose à ne pas faire, c'est donner des leçons aux Italiens, comme l'a fait Bruno Le Maire [*Le ministre de l'Economie a déclaré le week-end dernier: «Chacun doit comprendre en Italie que l'avenir de l'Italie est en Europe et nulle part ailleurs. Et pour que cet avenir soit en Europe, il y a des règles à respecter»*]. Plus on condamne les populismes, plus ça les renforce. Mais il faut surtout régler les problèmes qui sont à l'origine de leur essor: la réorientation de la politique économique et sociale

européenne, la gestion des migrations, la démocratisation de l'UE. Le compte à rebours est engagé. Les prochaines élections européennes sont dans un an et elles pourraient être l'occasion d'un raz-de-marée populiste en Europe. Il faut arrêter avec la politique de l'autruche.

**Nelly Didelot**